

## Ils paient l'Impôt Sur la Fortune et bien sûr ils aiment l'ordre. Ça va nous changer !

A en croire la plupart des médias, les deux favoris de la présidentielle incarneraient une nouvelle génération en politique. Ce n'est pas faux pour le style qui se veut « moderniste », mais pas totalement vrai sur le fond. Royal et Sarkozy s'inscrivent tous deux dans la continuité d'une orientation politique adoptée par leurs partis respectifs et qui ne date pas d'hier : le libéralisme plus ou moins fortement marqué d'autoritarisme.

Tant du côté du PS que de l'UMP l'aspiration motrice est d'accéder aux affaires, c'est-à-dire à la gestion d'un système qu'il ne saurait être question de mettre en cause. Si les « antilibéraux » de différents horizons tentent de faire croire, à tort, qu'on pourrait avoir une gestion non libérale et un peu plus sociale du capitalisme, les dirigeants du PS et de l'UMP sont quant à eux beaucoup plus réalistes : le capitalisme contemporain étant ce qu'il est – mondialisé, financiarisé à outrance, dévoreur insatiable de travail humain comme de ressources naturelles, à la recherche permanente de profits records – accepter son cadre implique de se plier à ses critères. Et le cadre est rigide, ne laissant que bien peu de marges.

Il n'y a donc aucun hasard si le « réalisme » gestionnaire du PS et de l'UMP les font converger sur l'essentiel : adhésion à la construction libérale de l'Europe (cf. leur position au moment du référendum sur la Constitution), politique corollaire de privatisations et de démantèlement du service public, attaques contre les retraites et la Sécu, réformes et menaces régulière de « dégraissage » de la Fonction publique, développement de l'emploi précaire...

Sur la méthode aussi, les gouvernants PS et UMP se ressemblent à s'y méprendre : les uns comme les autres combinent l'art de la concertation avec quelques confédérations syndicales – celles qui sont prêtes à tout vendre au Medef pour un plat de lentilles – avec la répression brute des mouvements sociaux (matraquage des chômeurs par le gouvernement Jospin en 1997, condamnations de lycéens et d'émeutiers des banlieues par la droite en 2005...), la surenchère sécuritaire (loi sur la sécurité quotidienne adoptée par le PS, loi sur la sécurité intérieure par l'UMP...), la démagogie anti-immigrés et la chasse aux sans-papiers (lois Pasqua à droite, puis Chevènement à gauche, puis Sarkozy à droite...).

La nouveauté de la campagne 2007, c'est que les deux candidats PS et UMP se veulent porteurs d'idées neuves, d'une « rupture tranquille » ou d'un « ça change fort », et qu'ils font de la surenchère populiste. Chacun y va de son couplet anti-jeunes, anti-profs, anti-35 heures... Les deux défendent une forme d'immigration choisie, une répression accrue, le patriotisme et le retour aux valeurs d'antan. Ce qui promet qu'à l'issue des élections, si l'un des deux l'emporte on aura quelque chose dans la continuité de ce qu'on avait avant, mais certainement en pire. Il suffit de songer à leurs modèles respectifs à l'étranger (George Bush pour Sarkozy, Tony Blair pour Royal) pour comprendre que les candidats chéris des médias veulent poursuivre de plus belle l'offensive antisociale des gouvernements précédents, pour le plus grand profit du patronat.

Contre le populisme clairement de droite, il ne suffira pas de faire blocage par un vote pour le populisme de droite qui se dit vaguement de gauche. Ce qui sera déterminant dans les mois et années à venir, c'est que les salariés, les chômeurs, les jeunes organisent leur camp pour défendre leurs intérêts et imposer, par en bas, une autre politique.

Laisser aux commandes un Sarkozy ou une Royal sans rien faire en face, c'est s'assurer que la régression sociale, politique, idéologique, se poursuivra à grande vitesse et que les successeurs ou au moins les idées de Le Pen en seront énormément renforcés. La politique est une affaire trop importante pour la confier à qui que ce soit. Plutôt que de déléguer nos revendications et nos espoirs comme beaucoup nous y invitent en ce début de campagne électorale, à nous toutes et tous de nous emparer des questions et de construire les vraies solutions. Pour imposer d'autres priorités que celles du Medef, assurer des services publics de qualité, une santé, une éducation, un logement et un accès à la culture pour tous, il n'y a pas de raccourci :

**Par la lutte, sortons les tous, virons le Medef,  
exproprions le capital et renversons les multinationales !**

### L'anticapitalisme, c'est quoi ?

**C'est d'abord le refus d'un système économique inhumain !**

Retraites, licenciements, privatisations, délocalisations, suppressions d'allocations de chômage, déremboursements de médicaments, casse des droits des intermittents, régionalisation, lois sécuritaires, recherche mutilée, sécurité sociale, CPE-CNE, diminution des droits des chômeurs : autant de lieux de l'offensive patronale et gouvernementale, autant de terrains de lutte et de résistance.

Car ce système économique détruit toutes les conquêtes collectives au profit de l'économie privée, et encore, surtout au profit des plus riches. Notre système économique élimine les indésirables en se contentant de laisser crever dans la rue ou dans les ghettos à une échelle de masse. Misère galopante, division du peuple et haines intestines, racisme, nationalisme : autant de négation pure et simple de la dignité humaine dont le capitalisme est en grande partie responsable.

**C'est ensuite la conviction qu'on peut construire un système humain, équitable et géré directement par le peuple et pour le peuple.**

Car il est aussi vital d'opposer à la cohérence du gouvernement actuel (comme du prochain) un projet global, un projet social et politique alternatif. Il est nécessaire pour cela que tous les anticapitalistes se rassemblent, quelles que soient leurs trajectoires, et travaillent à la construction d'une force politique commune, qui soit prête à défendre jusqu'au bout les intérêts des salariés, des sans-papiers, sans-logement, sans-emploi, de tous ceux qui subissent aujourd'hui de plein fouet les attaques du système.

**Nous pensons qu'il faut œuvrer au rassemblement de toutes celles et tous ceux qui sont en accord avec les principes suivants :**

1. Le rejet résolu de toutes les formes de domination d'une classe sur une autre, d'un peuple sur un autre, d'un genre sur l'autre, c'est-à-dire le rejet de toutes les formes d'oppression sociale, économique, politique, idéologique. L'autre monde pour lequel nous nous battons, c'est un monde sans hiérarchies, sans oppression, égalitaire.
2. La rupture avec le capitalisme, parce qu'il n'y a pas de capitalisme « à visage humain » possible. Le capitalisme, c'est l'exploitation de l'homme par l'homme, le vol par le patronat des richesses produites par les travailleurs, la marchandisation du monde, la logique de concurrence, la rentabilité, l'aliénation de l'individu... Il faut en finir avec la loi du profit, il faut en finir avec la propriété privée des moyens de production, de distribution, de communication, de transport. La construction d'une force anticapitaliste doit se donner pour objectif stratégique cette rupture, la construction d'une autre société à l'échelle mondiale. Pour autant, ce n'est pas à une telle force, aussi large soit-elle, de définir ce que sera cette autre société : c'est à l'ensemble de la population de la construire.

## RESISTANCES

Le capitalisme, qui s'impose depuis une quinzaine d'années à l'échelle planétaire, semble soit acclamé comme un système équitable (voire juste), soit accepté comme « le moins mauvais possible », et nécessitant simplement quelques aménagements afin d'en limiter les excès. Quoi qu'il en soit, le capitalisme n'est certainement pas une fatalité. D'autres perspectives existent, qui peuvent le remplacer. Encore faut-il s'en donner les moyens.

### Une résistance nécessaire

Le capitalisme actuel n'a pas achevé son évolution. Ainsi que nous le montrent les décisions prises depuis plus de 20 ans par les gouvernements de droite comme de gauche, la casse des services publics (privatisations de France Telecom, d'EDF, GDF, la Poste, etc.) et des systèmes sociaux (réformes sur les retraites), de même que l'organisation de la précarisation de l'emploi (CNE-CPE, radiations de chômeurs), semblent ne pas connaître de limites. Les mots d'ordre pour la résistance ne manquent donc pas : opposition aux privatisations et aux licenciements, refus de la précarité, défense des services publics, droit à la santé, à l'éducation, à un revenu, au logement et à la culture pour tou(te)s.

Mais d'autres domaines ne doivent pas être oubliés dans les luttes, telle la régularisation des sans-papiers, ainsi que la suppression des lois liberticides.

3. Le refus de la gestion du système, même s'il s'agit d'une gestion « de gauche », « sociale », etc. Aujourd'hui, dans le cadre de la mondialisation et de l'Europe capitalistes, il n'y a aucune marge pour conduire une politique un tant soit peu favorable à la population. Les gestions dites « de gauche » sont au mieux un enrobage pour faire avaler la pilule libérale. Le pouvoir doit revenir aux travailleurs afin qu'ils puissent s'appropriier leur propre vie et imposer leurs droits fondamentaux : droits à un revenu et un logement décent, droits à la santé, à l'éducation et la culture.

4. La priorité des luttes, des mobilisations, de l'auto-organisation démocratique de la population. Le changement ne viendra pas des élections, de la prise de positions au sein des institutions, de l'intervention d'une avant-garde qui ferait le bonheur des gens malgré eux, mais uniquement de la population elle-même. Toute initiative politique, campagne, intervention, doit être uniquement envisagée en fonction de la question suivante : en quoi cela peut-il renforcer les luttes ?

Face à de telles exigences, qui sont criantes et nécessaires, le seul remous qu'on a observé au niveau politique, c'est la tentative de mise au point entre appareils pour une candidature antilibérale. Soit. Mais l'antilibéralisme n'est qu'un ensemble de réformes radicales. L'antilibéralisme propose des modifications, mais en laissant en place la domination capitaliste, en laissant aux patrons, aux actionnaires, le droit de s'engraisser sur tout et n'importe quoi, et surtout sur le dos de tout le monde. Quelques bâtons dans les roues ne les empêcheront pas de mondialiser la misère. L'antilibéralisme laisserait aussi l'Etat en place, ce qui garantit la domination de la classe possédante.

**On ne peut pas s'attaquer à la misère sans en détruire la source.**

**Il ne reste qu'une seule solution :  
la convergence des luttes  
pour renverser le capitalisme.**

(Suite de la page n°2) Par ailleurs, le capitalisme compromet dangereusement les conditions d'existence des générations à venir en organisant le brevetage du vivant et le marché des « droits à polluer » au bénéfice des grandes multinationales, ainsi qu'en permettant (voire en encourageant) l'utilisation de l'énergie nucléaire (quelle qu'en soit la finalité, civile ou militaire). Il devient donc urgent de se battre pour obtenir l'arrêt des cultures OGM, le passage d'une économie obnubilée par la croissance, la consommation et le profit à un système de décroissance soutenable, ainsi que la sortie du nucléaire.

### **La résistance collective est la seule qui soit efficace**

Signer des pétitions, manifester, se mettre en grève, organiser des actions diverses et variées, etc., tout cela contribue à la lutte quotidienne contre un système oppresseur. Mais face à un mouvement de régression sociale de grande ampleur, il est absolument nécessaire de s'organiser pour résister. Les actions individuelles, aussi symboliques (et parfois efficaces !) soient-elles, ne sont pas suffisantes si elles demeurent isolées. Quoi qu'il arrive, elles ne peuvent remplacer les luttes collectives, à la fois interprofessionnelles et intergénérationnelles.

En effet, un gouvernement a plus de poids contre une multitude de mouvements dispersés que contre un mouvement massif et unitaire. Les épisodes de mai 1968, décembre 1995 et juin 2003 ont montré à quel point les dirigeants pouvaient craindre une grève générale. Et ce type d'action doit également être illimité, afin d'être en capacité de renverser un système économique tout entier.

C'est pourquoi une résistance efficace au capitalisme ne peut venir que d'une large base, regroupant salarié(e)s, indépendant(e)s, chômeur(se)s, etc. Pour ce faire, il est vital de relier les luttes des travailleurs des différentes branches (public/privé, tous secteurs confondus), de différentes catégories (avec ou sans emplois, retraité(e)s, jeunes en formation), afin de préparer un combat commun. Nous n'avons pas le droit de lâcher prise. D'autant plus que la criminalisation des luttes, accentuée depuis plusieurs années, nous impose la solidarité. Mobilisons-nous donc sur nos lieux de travail, d'études ou de vie, afin de renverser.

**Car le capitalisme ne s'effondrera pas tout seul, aidons-le !**

---

## **CAPITALISME ET DOMINATION**

Depuis la Révolution française, nous n'avons plus à faire avec la domination aristocratique et héréditaire, faisant que, selon que l'on soit né noble ou non, on se retrouve dominant ou dominé. Aujourd'hui, et particulièrement depuis l'industrialisation, la domination est économique, même si la transmission du capital reste héréditaire. Mais comment fonctionne cette domination, par laquelle la propriété privée impose sa loi ? quels en sont les instruments ?

La domination réelle et matérielle classique, celle qui s'impose par la force, est toujours présente : les armées défendent encore à l'étranger les intérêts économiques nationaux des possédants, la police continue de veiller à la séparation des classes, la justice de blanchir les puissants et réprimer toute révolte, et le travail est encore l'activité centrale à laquelle se consacre l'être humain sans y trouver réalisation et satisfaction individuelle, autre qu'encore une fois économique. Mais ce qui est inédit dans nos sociétés occidentales, c'est la domination symbolique qui a pris le relais de la religion, en instaurant un décalage entre le monde réel dans lequel l'homme travaille et le monde spectaculaire qu'il se représente. A tel point que l'on ne sait plus véritablement où se situe la vie lorsque, après que le travail ait occupé notre corps durant la majeure partie de la journée, les médias se chargent d'occuper notre esprit. De même, nos désirs sont dictés par la publicité, les modes, les idoles, les stars, et portés vers des marchandises idéalisées avant que celles-ci ne révèlent leur pauvreté et leur banalité, dues à la pauvreté de leur fabrication. Que dire de nos goûts formatés par la culture spectaculaire destinée à nous faire consommer de la musique, du cinéma, si ce n'est de la télévision, dans la passivité du spectateur plutôt que de se réaliser dans l'activité créatrice. Domination symbolique il y a encore dans la politique elle-même, lorsque l'on n'attend de nous rien de plus que d'écouter des débats sur des détails, alors que les adversaires sont d'accords sur l'essentiel que l'on veut taire, sur l'ordre établi, dominateur et capitaliste. Le langage lui-même devient instrument de la domination quand, à coup d'euphémisme et de langue de bois, on renomme les existences les plus précaires, les tâches les plus ingrates, les actions les plus immorales et les décisions les plus injustes. Enfin, que dire de l'école lorsque, sous les idéaux les plus humanistes, on lui assigne en fait l'unique tâche de socialisation ; lorsque sous les prétextes de la réussite on oriente selon le capital culturel ; lorsque la réalité économique et les débouchés déterminent la politique en matière d'éducation ; lorsque l'évaluation devient sélection. Tout cela au point que l'on se demande si, finalement, les instruments de la domination symbolique ne sont pas plus efficaces que la force.

Si cette domination est si efficace c'est précisément parce que son caractère symbolique, l'ordre de la représentation dans lequel elle s'exerce, lui permet de se masquer ou de se travestir sous les idéaux les plus nobles.

Car le but de la domination est la reproduction de l'ordre établi. Et c'est dans le silence et dans l'inconscience que la domination s'exerce le mieux et que la reproduction se réalise. Par les instruments de la domination symbolique (médias, publicité, culture spectaculaire, modèles politiques imposés, langage formaté, école aux objectifs détournés...) les représentations des individus se voient limitées et incapables de s'extraire de l'acceptable pour l'ordre établi, d'analyser et de critiquer cet ordre établi. Tout cela au point que dans les rapports que les hommes et les femmes entretiennent entre eux, dans l'éducation de leurs enfants, dans les convictions qu'ils défendent, dans les actions qu'ils exercent au quotidien, ils contribuent eux-mêmes à la reproduction sociale. C'est ainsi que, par exemple avec les marques et les modes, les jeunes payent le prix fort pour être eux-mêmes, tels des hommes-sandwichs, le relais publicitaire gratuit de multinationales qui, non contentes d'exploiter ceux qui produisent, parviennent encore à exploiter ceux qui consomment. Le sommet de la domination est atteint lorsque les individus dominés eux-mêmes deviennent, à travers leurs habits, les instruments de la domination et au service de la reproduction.

Si l'anticapitalisme se justifie, c'est non seulement parce que dans le champ économique le système capitaliste est profondément injuste, mais c'est aussi parce que c'est à tous les champs de la société qu'il impose sa loi, et surtout parce qu'il fait de chaque champ de la société un instrument de domination. La lutte contre le capitalisme est avant tout lutte contre la domination réelle et symbolique où la vie, mais aussi l'imaginaire est soumis au pouvoir marchand. De ce point de vue, la seule contestation du libéralisme ne peut pas faire plus qu'égratigner la surface des choses, car si un capitalisme « à visage humain », régulé, était seulement possible, cela ne romprait pas avec une organisation verticale de l'économie et de la société, et donc avec le principe même de la domination.

Ce qui justifie la lutte anticapitaliste, c'est la volonté de concevoir horizontalement les rapports humains.

## Qui sommes-nous ?

Après cinq ans de gouvernement Jospin, la faillite de la gauche plurielle (PS, PC et Verts) est révélée avec fracas au soir du 21 avril 2002 avec pour la première fois Le Pen au deuxième tour d'une présidentielle. Le bilan est sans appel pour la gestion sociale-libérale du capitalisme. A l'inverse, l'extrême gauche atteint près de 10 %, indiquant le besoin d'une politique alternative.

En mai-juin 2003, le gouvernement Raffarin réussit à provoquer l'un des plus gros mouvements sociaux depuis Mai 68 contre sa réforme des retraites. Suivi par un énorme rassemblement militant dans le Larzac à l'été, l'ampleur de la mobilisation, ainsi qu'une approche moins identitaire du militantisme indiquent que des ressources existent pour construire une nouvelle force politique anticapitaliste ancrée dans les luttes.

C'est ce contexte qui a conduit environ 80 militantEs de l'agglomération de Nancy, issuEs de différentes organisations syndicales, politiques ou associations (AL, ATTAC, Cacendr, CGT, CNT, FSU, La Rue Qui Gouverne, LCR, SUD...) et aussi de non-encartéEs à lancer le 1<sup>er</sup> mai 2004 un appel, « *Rassemblons-nous pour en finir avec le capitalisme* », à l'origine du Rezo-antiK. Le projet de l'appel étant de construire un cadre commun à des militantEs provenant de différentes traditions (marxistes, libertaires, écologistes...), ne convergeant pas obligatoirement sur toutes les questions mais étant d'accord sur un socle minimum de principes anticapitalistes, et pas seulement antilibéraux. L'idée était alors de dépasser les clivages organisationnels sans gommer les différences, d'unir les forces sur ce qui pouvait l'être plutôt que de marcher séparément.

Trois ans plus tard, malgré des initiatives qui ont rencontré un relatif succès comme les Rencontres Anticapitalistes en janvier 2005, force est de constater que l'objectif initial du Rezo-antiK n'a pas du tout été atteint. Différents facteurs ont pesé dans ce sens, notamment le repli des organisations existantes sur elles-mêmes, et l'absence de relais au plan national y compris de la part d'organisations se déclarant officiellement favorables au rassemblement des anticapitalistes.

Le Rezo-antiK a malgré cela continué à fonctionner, bien que l'élan unitaire anticapitaliste ait été balayé par d'autres projets comme ceux aux contours flous du rassemblement antilibéral. Nous restons convaincuEs de la nécessité d'une force politique qui soit prête à défendre jusqu'au bout les intérêts des salariéEs, des sans-papiers, sans-logement, sans-emploi, c'est-à-dire d'une force qui mise sur les luttes plutôt que sur les élections, et qui ait pour projet de sortir du capitalisme plutôt que de l'aménager.

Le Rezo-antiK publie des tracts, participe à différentes luttes et collectifs, il est un lieu de confrontation et d'élaboration par le débat entre militantEs de différents horizons, notamment à l'occasion des cafés anticapitalistes. N'hésitez pas à participer à ses activités.

Web : <http://www.nancy-luttes.net/Rezo-antiK/>

Email : [antiK @ nancy-luttes.net](mailto:antiK@nancy-luttes.net)